



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE
N°IC 2003/5708
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2007 relatif au programme d'action sur le bassin versant de l'IC ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 août 2000, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **E.A.R.L. EOUZAN (Gaël)** », l'autorisant à exploiter en PORDIC au lieu-dit « Quevran » et au lieu-dit « L'Isle » un élevage porcin de 2433 porcs de plus de 30 kg avec 1168 pl. post-sevrage, (« Quevran » : 81 pl. maternité, 217 pl. gestantes-verraterie, 928 pl. post-sevrage, 1614 pl. engraissement, 24 pl. quarantaine-infirmerie – « L'Isle » 16 pl. maternité, 52 pl. gestantes-verraterie, 240 pl. post-sevrage, 430 pl. engraissement) avec une unité de traitement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **HOURDEL Daniel** », relatif à l'exploitation en PORDIC au lieu-dit « Kernelin » d'un élevage porcin de 447 pl. d'animaux équivalents (soit 447 pl. engraissement) – site vidé ;

VU la demande présentée le 27 juillet 2007 par l'installation classée « **E.A.R.L. EOUZAN (Gaël)** », sise « Quevran » en PORDIC, en vue de la restructuration (*après reprise de l'élevage porcin déclaré au nom de « HOURDEL Daniel » en PORDIC*) avec regroupement sur 1 site [les sites de « Kermelin » et « L'Isle » devant être désaffectés] et réduction globale du cheptel, d'un élevage porcin autorisé en PORDIC au lieu-dit « Quevran » (Section ZB N° 76-142-143); (*soit 81 pl. maternité, 283 pl. gestantes-verraterie, 1335 pl. post-sevrage, 2410 pl. engraissement, 25 pl. quarantaine-infirmerie*) pour un total de 3794 pl. d'animaux équivalents, avec mise à jour de la gestion des déjections (*avec épandage sur terres en propre et chez un prêteur*), avec aménagement de l'unité de traitement des lisiers autorisée (*mise à jour des capacités de traitement de l'unité de traitement et la mise en place d'une centrifugation en tête permettant l'abattement du phosphore*) et construction de 2 porcheries engraissement et post-sevrage, d'un hangar de centrifugation et d'une lagune (*ainsi que réaménagement des bâtiments existants*) ;

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur;

VU les délibérations des conseils municipaux de PLOURHAN - PORDIC - TREGOMEUR - TREMELOIR - BINIC - LANTIC ;

VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 23 septembre 2008 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 31 octobre 2008 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'IC (*partie hors contentieux*) ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLERIN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 15000 UN et le plafond d'épandage 90 ha ;

CONSIDERANT qu'une unité de traitement de type biologique est déjà en place et en fonctionnement depuis le 21 février 2002 sur le site « Quévran ». Elle sera modifiée et redimensionnée pour permettre de traiter le surplus de lisier produit, pour abattre le phosphore par la mise en place d'une centrifugation en tête - La station permet un abattement de 80 % du phosphore ;

CONSIDERANT que l'exploitation produira 28999 UN et 12709 U P2O5. 27201 UN et 11921 U P2O5 seront envoyées dans une station de traitement de type VALETEC (*en fonctionnement depuis février 2002*). Après traitement, il restera 11862 UN et 12709 U P2O5 qui seront gérées de la façon suivante : 6256 UN et 9537 UP2O5 seront reprises par VALETEC ; 710 UN (*sous forme de boues*) et 310 UP2O5 seront mises à disposition d'un prêteur ; 4896 UN et 2862 UP2O5 seront épandues sur 36,08 Ha de terres en propre, soit une charge azotée de 135,7 UN/Ha et une charge en phosphore (*organique + minéral*) de 79,3 UP2O5/ha (*pétitionnaire*) et de 60,3 U P2O5/Ha (*prêteur*) ;

CONSIDERANT que la restructuration externe consistera à rapatrier l'azote produite par le cheptel existant (en bassin versant à contentieux de l'IC), après prélèvement de 10%, sur le site de « Quévrant » (hors bassin versant à contentieux). La quantité d'azote rapatriable sera de 3922 UN, seules 3854 UN seront utilisées. Il n'y aura pas de modification du nombre de truies précédemment autorisées ;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 30 mai 2007 avec « VALETEC » - Effectif concerné : 294 tonnes co-produits unité traitement - Tonnage concerné 294 T de Engrais ou amendement organiques - nouveau contrat suite mise en place d'une centrifugation en tête

CONSIDERANT que la CDOA structure du 26 février 2007 a émis un avis favorable au titre du contrôle des structures à la reprise de l'exploitation de M. HOURDEL par le pétitionnaire (*L'exploitation de M. HOURDEL n'a pas fait l'objet d'attribution d'azote*) ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a signé un bail rural avec M. HOURDEL le 22 décembre 2006 pour la location de bâtiments d'élevage d'une capacité de 447 places engraissement - Le projet nécessite la construction de 2 bâtiments neufs (engraissement et post-sevrage) et le réaménagement des bâtiments existants, tous situés à distance réglementaire des tiers ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire sollicite l'octroi d'une dérogation pour épandre le surnageant issu du traitement sur les cultures de printemps jusqu'au 15 août au lieu du 30 juin. Cette dérogation est prévue dans l'annexe 7A de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. EOUZAN (Gaël) », sise au lieu-dit « Quevrant » en PORDIC, à installer et exploiter à la même adresse (section ZB N° 76-142-143) en PORDIC, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

A - un élevage porcin d'une capacité maximale de 3794 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

« Quevrant »	Animaux-équivalents (PAE)
81 pl. maternité	soit 243 PAE
283 pl. gestantes-verraterie	soit 849 PAE
1335 pl. post-sevrage	soit 267 PAE
2410 pl. engraissement	soit 2410 PAE
25 pl. quarantaine infirmerie	soit 25 PAE
<i>Total : 4134 animaux</i>	<i>Total : 3794 pl. animaux-équivalents</i>

B - une unité de traitement des lisiers comprenant :

a) une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé « résidus organiques ») ;

b) un hangar de stockage et de compostage du résidu organique;

c) un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées;

d) une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues produisant deux co-produits ci-après dénommés « boues biologiques » et « effluent épuré » ;

e) une fosse de stockage des boues biologiques ;

f) une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, soit 6391 m3 de lisier (27201 kg d'azote) sur 6814 m3 (28999 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, soit 423 m3 (1798 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (*comprenant élevage et unité de traitement*) soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 12 juin 2006 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

C - Il est également donné acte au pétitionnaire, au titre de « E.A.R.L. Gaël EOUZAN », de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité maximale de production est de 320 tonnes par an.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN

2.1. - EFFECTIFS :

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 364 reproducteurs (*truies verrats cochettes*), 2410 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1335 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 344 reproducteurs (*truies verrats cochettes*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique ...*). L'exploitation produira annuellement 8580 porcelets et 7622 porcs charcutiers.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - ALIMENTATION BIPHASE ET PHYTASES :

2.2.1. - L'alimentation biphase est mise en place et sera maintenue.

2.2.2. - Des phytases seront introduites dans l'alimentation.

2.2.3. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures,*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (*taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux*). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

a) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

b) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;

c) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

d) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques produites ;

e) un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;

f) un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

g) un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (*défaut électrique ou mécanique*).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - *DEBITS ET FLUX DE POLLUTION ENTRANT DANS L'UNITE DE TRAITEMENT :*

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	6391 m3	17,5 m3
N Global	27 201 kg	74,52 kg
M.E.S.	319030 kg	874,06 kg

* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - *DEBITS ET FLUX DE POLLUTION RELATIFS AUX CO-PRODUITS :*

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	320 T	0,87 m3
N Global	6256 kg	17,14 kg
M.E.S.	175466 kg	480,73 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	767 m3	2,10 m3
N Global	2720 kg	7,45 kg
M.E.S.	44 664 kg	122,37 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	4346 m3	11,91 m3
N Global	1088 kg	2,98 kg
M.E.S.	31903 kg	87,41 kg

3.7. - *AUTO-SURVEILLANCE : SUIVI*

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- a) vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- b) relevé du volume de lisier brut entrant ;

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- a) relevé du volume de résidus organiques produits ;
- b) relevé du volume de boues biologiques produites ;
- c) relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- d) relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les semaines dans le réacteur, la station étant en service.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - *AUTO-SURVEILLANCE : BILAN MATIERE*

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- b) une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;

c) une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

d) une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;

e) une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (*à au moins trois mois d'intervalle*). Les autres paramètres restent inchangés. Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (*modification importante du process*), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - ASSISTANCE TECHNIQUE :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - VALIDATION DE L'AUTO-SURVEILLANCE :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

a) établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;

b) effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),

c) vérifier la « traçabilité de l'azote » (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 2132 m³.

4.2. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 450 m²

4.3. - Les boues biologiques seront stockées dans une fosse de 600 m³.

4.4. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 4300 m³.

4.5. - Tous les ouvrages de stockage (*lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré*) et le réacteur biologique de 695 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.6. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

a) l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,

b) les conditions météorologiques doivent être favorables (*vents faibles ou nuls*),

c) la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.7. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.8. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.9. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT

5.1. - L'unité de traitement est construite, la mise en service de la centrifugeuse fera dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET DE SUPPORT DE CULTURE

6.1. AMENAGEMENT ET FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS :

6.1.1. - Généralités

La fabrication des produits (*compost de lisier de porcs*) sera réalisée par une unité de compostage des lisiers comprenant :

- a) une aire couverte de compostage actif (450 m²),
- b) une aire de maturation et de stockage du compost permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement,
- c) une fosse de récupération des jus de ressuyage.

Le lisier sera composté conformément à la méthode VALETEC, notamment en ce qui concerne la fréquence des retournements, la durée des cycles et le calendrier annuel du chantier et des actions à effectuer.

6.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité :

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, soit 320 Tonnes de résidus organiques (6256 kg d'azote) produits annuellement.

6.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage

L'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- a) l'aire de compostage sera couverte,
- b) un système de collecte des écoulements sera aménagé,
- c) le sol sera stabilisé et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

6.2. - CONFORMITE DES PRODUITS :

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (*compost de lisier de porcs*) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42-001 Engrais N,P,K d'origine animal).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (*destruction, incinération, épandage, etc.*).

6.3 - DESTINATION DES PRODUITS :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

6.4. - TRAÇABILITE DES PRODUITS :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- a) Date d'enlèvement du site ;
- b) Nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- c) Nature ;
- d) Nom du transporteur ;
- e) Quantité en tonnes et en m3.

A la fin de chaque années civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- a) Les informations définies ci-dessus ;
- b) Les originaux des bons d'enlèvement ;
- c) Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers, certaines informations demandées ci-dessus (*destinataire final notamment*) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées.

De plus, si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

6.5. - DELAIS DE MISE EN SERVICE - DYSFONCTIONNEMENT

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus au point 9.1 seront réalisés dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage. En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de l'unité de compostage, le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

ARTICLE 7 - PRESCRIPTION PARTICULIERE CONCERNANT LA REMISE EN ETAT DU SITE

L'arrêt des ateliers (*sur le site « Kernelin » [engraissement pour 447 places] en PORDIC - sur le site « L'Isle » [naissance et engraissement pour 68 pl. truies, 240 pl. post-sevrage, 430 pl. engraissement] en PORDIC*) sera effectif dès que le projet de restructuration externe sera réalisé sur le site « Quévrant » en PORDIC.

Les bâtiments seront ensuite désaffectés dans un délai maximum de trois mois après l'arrêt de l'exploitation. Le pétitionnaire devra maintenir les bâtiments en bon état d'entretien, ou en assurer la démolition et la remise en état du site conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 - RESORPTION :

- Alimentation biphase: 5 609 UN
- Éliminé : 17 136 UN
- Transféré: 6 256 UN
- Restructuration: 68 UN.

ARTICLE 9 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 10 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 11 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PORDIC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PORDIC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 12 -

Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 8 août 2000 et la décision susvisée du 4 décembre 2001.

ARTICLE 13 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 14 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PORDIC, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de PLOURHAN - TREGOMEUR - TREMELOIR - BINIC - LANTIC - ETABLES SUR MER.

SAINT-BRIEUC, le

31 DEC. 2008

Pour le Préfet,
LE PREFET,
Le Sous-Prefet,
Directeur de Cabinet
Le Secrétaire Général
par intérim

Etienne DESPIANOUES

